

ekiosqueLa plateforme d'accès à la
presse écrite via Internet.Retrouvez votre hebdomadaire **Intégration**
sur www.ekiosque.cm/integration

400 F CFA

www.journalintegration.com

Hebdo

Intégration

LA TRIBUNE DES COMMUNAUTÉS

N° 278 DU LUNDI 29 MAI 2017 - DIRECTEUR DE PUBLICATION : THIERRY NDONG

Zone Cemac

Page 5

Les banques en crise de liquidités

- En cause, une dette de plus de 2 000 milliards de francs CFA contractée par les Etats de la sous-région auprès de ces institutions financières.
- Pour éviter d'éventuelles fermetures, la Beac active son dispositif d'apport de liquidités en urgence.

**Economie numérique**

Pages 10-11

Ces archaïsmes qui plombent le Cameroun

Soufi Ahmed Djamal

Page 7

Mes reproches à l'agenda 2063 de l'UA



SCTA Sarl SOCIÉTÉ CAMEROUNAISE DES TÔLES ET ACCESSOIRES (SCTA SARL)
" UN TOIT POUR LA VIE "

Fabrication et ventes : tôles ondulées; tôles bacs; tôles tuiles; alu laquées; produits pliés;
accessoires de fixation et autres

YAOUNDÉ Immeuble pharmacie Messa. BP : 17046 Yaoundé Tél : 682 07 33 63/691 38 63 53 Email : scta.cameroun@yahoo.com	DOUALA Z.I Magzi Douala bassa à coté GIM gaz Tél : 655 06 44 44/651 77 13 13 Email : scta.cameroun@yahoo.com	MAROUA Tél : 679 03 01 01 Email : scta.cameroun@yahoo.com
---	---	---

EN ROUTE POUR BANGUI

Le DG de EHT-Cemac reçoit un dernier hommage à Yaoundé

À travers des chants, des prières et des témoignages sur fond de tristesse, proches, amis et membres de la famille ont dit adieu au directeur général de l'EHT-CEMAC dans la capitale camerounaise le 23 mai dernier.

Du noir pour symboliser le chagrin des proches, du bleu pour rendre un dernier hommage à leur directeur et du blanc pour l'ultime adieu de la famille. Telle est la toile dominante ce mardi 23 mai 2017 au pavillon morgue de l'hôpital central de Yaoundé. Par centaines, ils ont fait le déplacement de tous les coins du Cameroun et d'ailleurs pour venir rendre un dernier hommage à Séraphin Mamyle-Dane, directeur de l'Ecole d'Hôtellerie et de Tourisme de la sous-région Afrique centrale.

Recueillement

«À toi la gloire, ô ressuscité ; à toi la victoire pour l'éternité». Le refrain a retenti en boucle lors de la mise en bière et de la veillée mortuaire à la résidence de l'ambassadeur de la République centrafricaine au Cameroun. Des chants ont pu redonner courage à la famille éplorée par le départ de leur chef. Tous en chœur et dans l'émotion les choristes ont élevé leurs prières vers le ciel à travers des cantiques entonnés dans plusieurs langues du terroir africain.

Durant les prédications, le collège pastoral s'est appuyé sur le psaume 23 pour raffermir la foi de ceux qui ont connu Séraphin Mamyle-Dane durant



Des fleurs d'adieu.

sa vie terrestre. «L'éternel est mon berger: je ne manquerai de rien. Il me fait prendre du repos dans les pâturages bien verts, il me dirige près d'une eau paisible (...) même quand je marche dans la sombre vallée de la mort, je ne redoute aucun mal car tu es avec moi. Ta conduite et ton appui, voilà ce qui me réconforte». Un verset qui sonne également comme une invitation adressée à la famille et aux proches du disparu de prendre courage dans le seigneur car ont-ils

dit, «c'est lui qui donne, c'est lui qui reprend». À toute l'assemblée réunie, ils ont vivement recommandé de «veiller et de prier. Car, nul ne sait ni l'heure, ni le jour».

Témoignages

«Il aimait Douala, il aimait le Cameroun et le Cameroun le lui a bien rendu». Cette phrase prononcée consécutivement trois fois par la secrétaire du ministère du Tourisme et des Loisirs, témoigne à suffisance de l'attachement du défunt

au pays où il fut brusquement arraché à la vie. Avant le départ de la dépouille vers l'aéroport de Douala, Séraphin Mamyle-Dane a reçu un vibrant hommage à travers les témoignages des proches. Le fils aîné du disparu a porté la voix de la famille pour dire adieu à celui qui restera pour eux le meilleur père du monde. «Nous ne nous attendions pas si tôt à ton départ, nous savions que c'est le chemin de tout le monde mais, c'est la manière dont tu es parti qui nous fait mal. Pour nous tu es et restes le meilleur père du monde. Le passage biblique que tu aimais tant nous rappeler sera la clé de notre vie. Papa au nom de tous tes enfants, nous te disons au revoir et repose en paix».

La Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale, représentée par le Professeur Jean EideTeya, au nom de Pierre Moussa, président de la Cemac, n'a pas fait exception à la règle des témoignages. «Bien que venant du même pays que le regretté, je voudrais saluer le caractère discret, sa compétence reconnue de tous, sa grande capacité à diriger les hommes. Je voudrais avoir une pensée pour sa veuve et pour ses enfants. Vas et repose en paix», s'est-il exprimé.

La grande famille du tourisme et des loisirs a également perdu un homme

de travail et de rigueur. «Séraphin a pu créer un climat de convivialité entre ses collègues. C'est un choc que chacun de nous a pu ressentir. Je voudrais prier le Seigneur pour qu'il ait de la compassion pour sa famille qui est inconsolable. Je voudrais également prier le seigneur pour qu'il soutienne sa femme chez qui il aimait bien me présenter comme la camerounaise. Vas et repose en paix», a déclaré la secrétaire générale au ministère de tutelle. Le porte-parole des anciens d'église du Mont des oliviers de Ngaoundéré a tenu à rappeler l'engagement, la volonté, la foi de leur frère en christ. C'est une grosse perte pour cette communauté chrétienne. «C'est avec stupeur et consternation que nous avons appris le 02 mai 2017 au matin le décès de Séraphin. Nous garderons de lui le souvenir de la rigueur. Puisse l'éternel vous accueillir et vous faire reposer en paix».

Directeur de l'Ecole d'Hôtellerie et de Tourisme (EHT-Cemac) de Ngaoundéré depuis novembre 2012, Séraphin Mamyle-Dane a ainsi été accompagné aux dernières heures de son séjour parmi les vivants et notamment sur le sol Camerounais où il a rendu l'âme le 1er mai 2017 suite à un accident vasculaire cérébral à l'âge de 50 ans.

Mercedes Beleheka (stagiaire)

HOMMAGE DE SEM L'AMBASSADEUR DE LA RCA AU CAMEROUN, LORS DE LA LEVEE DE CORPS DE FEU SERAPHIN MAMYLE-DANE, le 23 mai 2017 à la morgue de l'Hôpital Central de Yaoundé

Mr le Ministre d'Etat Eide TEYA commissaire du Département de l'Education, Commissaire du département de l'éducation, de la recherche et du développement social chargé de droits de l'homme et de la bonne gouvernance à la Commission de la Cemac.

Madame le Secrétaire général du ministère du Tourisme et des loisirs;

Madame la Représentante de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale ;

- Messieurs les Directeurs Généraux des Institutions Spécialisées de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale ;

- Mesdames et Messieurs, Membres du corps administratif et du corps académique de Ecole de l'Hôtellerie et du Tourisme de la CEMAC de Ngaoundéré;

- Révérends Pasteurs et Anciens de l'Eglise Protestante du Cameroun ;

- Distinguées Personnalités, en vos rangs et grades respectifs ;

- Chers frères et sœurs de la République du Cameroun ;

- Chers Compatriotes, En cette circonstance

douloureuse, je voudrais d'abord rendre grâce à Dieu Tout Puissant, Grand Architecte de l'Univers de qui dépendent nos vies, pour l'occasion qu'il nous donne cette nuit autour de la dépouille de notre Regretté frère, Séraphin Mamyle-Dane, pour évoquer ces quelques aspects de sa vie sur cette terre.

C'est un bien douloureux devoir que celui qui m'incombe aujourd'hui, de venir adresser un suprême adieu à ce digne fils de la Centrafrique, je veux citer notre Compatriote Séraphin Mamyle-Dane.

En effet, jusqu'à la date du 1er mai 2017 et, aux dernières nouvelles de la santé de notre regretté Compatriote, rien ne prévoit un départ aussi brusque, si bien qu'il m'est particulièrement pénible d'avoir présentement à prendre la parole, pour déplorer la perte de notre Compatriote, notre Directeur Général, notre Frère en Christ, notre Ami Séraphin, que j'ai l'habitude d'appeler DG et, parfois, Petit-frère.

Les simples mots me semblent être insuffisants pour traduire ce que le regretté Mamyle-Dane a laissé comme impression auprès de la Communauté Centrafricaine

au Cameroun et, singulièrement, auprès de la Chancellerie de Yaoundé où, à chaque fois qu'il parte en mission et qu'il soit de passage à Yaoundé, il ne manque de s'y rendre pour saluer ses compatriotes.

En somme, que peut-on retenir d'essentiel sur ce que fut Séraphin, lors de son pèlerinage sur cette terre que nous sommes appelés tous à quitter un jour ?

Séraphin fut un Homme qui a su montrer son attachement à sa famille, à son milieu de travail, à son Pays d'accueil, le Cameroun et à sa Nation, la République Centrafricaine. Altruiste, il le fut. Très jovial, aimable, compréhensif et compatissant, il avait laissé une trace indélébile dans les cœurs des autres qui peuvent en témoigner eux-mêmes.

Contrairement à certains hauts-cadres Centrafricains qui se cachent derrière leur statut de Fonctionnaire international, Séraphin fut un Homme très simple qui avait su concilier son statut de Haut-fonctionnaire international et son identité de Centrafricain dont il était si fier.

Aussi, en ma qualité d'Officier d'Etat-civil, ai-je eu l'honneur de

célébrer en 2015, le mariage de Séraphin Mamyle-Dane avec sa bien-aimée épouse Alda. Cela a permis encore plus de rapprochement entre cette famille et la Communauté Centrafricaine. M'adressant à sa famille chrétienne, toutes en pleurs, je leur adresse l'expression de ma profonde sympathie et je les prie de recevoir mes respectueuses condoléances.

Quant aux membres de sa famille biologique, à qui je m'adresse particulièrement, cette famille que Séraphin laisse dans une situation bouleversante et dans le désarroi, je voudrais dire, de tout cœur, que je partage leur douleur et, leur demande de garder la Foi, telle que le défunt leur a transmise de son vivant et de prendre la vie avec courage, afin de mériter les sacrifices qu'il avait consentis pour elle.

Quant à toi, Séraphin, je ne te dis pas Adieu, mais Aurevoir. Nous nous reverrons un jour auprès de notre Père et Créateur de l'Univers.

**Adieu DG
Adieu Très regretté Compatriote
Adieu cher petit frère**

VOX POPULI

Elections générales de 2018: le RDPC se prépare déjà!

Vendredi 26 et samedi 27 mai 2017 sont deux jours qui resteront gravés dans les mémoires de ceux qui, demain, écriront l'histoire des élections générales de 2018 au Cameroun. En effet, toutes les délégations régionales du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC), parti proche du pouvoir, ont tenu des séminaires décentralisés de l'Académie de ce parti politique. Les mots clés qui se dégagent tant des interventions des animateurs des ateliers que de celles des séminaristes sont: former les militants à la chose politique, renforcer les capacités des militants, restaurer la discipline, renforcer la cohésion autour du président national, gagner les élections à venir pour conserver le pouvoir. Les séminaristes invités étaient des membres titulaires du comité central, des membres du bureau politique, des responsables des organes de base, des élus nationaux et locaux, des responsables des délégations permanentes régionales et départementales du comité central, des membres du gouvernement, des directeurs généraux des établissements publics, etc. C'étaient ceux-là même qui, en cas d'élection, seront chargés de conduire la campagne électorale et de l'animer suivant la configuration actuelle du parti. Ce sont ceux à qui on demandera, demain, des voix et des résultats. C'est donc un moment important de la vie politique nationale qu'on vient de vivre.

L'Académie dont les responsables ont été nommés l'année dernière par le président national, Son Excellence

M. Paul Biya, est chargée de la formation politique des militants. La création et la mise en place de cette structure de formation politique appliquée sont devenues des nécessités car, au fil du temps, les militants ont montré de nombreuses limites dans la maîtrise des fondamentaux de la politique en contexte de démocratie pluraliste. Certes, le parti a continué à gagner, mais on a vu des vagues hautes de contestation s'élever pour remettre en cause, en violation nette des textes de base, certaines décisions des instances dirigeantes. L'indiscipline avait donc fait son lit dans le RDPC, surtout à cause de l'ignorance ou l'inobservation par certains membres, et pas des moindres, des bases essentielles de l'adhésion, de l'action et de l'appartenance à un parti politique. La mobilisation nationale observée ce week-end peut donc être interprétée comme la classe en grandeur nature d'une leçon déterminante de discipline, afin que nul n'en ignore. Cette mobilisation est également, à n'en point douter, l'ouverture de la saison politique pré-électorale au Cameroun.

En effet, il est apparu ces temps derniers que le parachèvement du processus de décentralisation appelle dans les prochains jours, au plus tôt, les prochains mois au plus tard, à la mise en place des régions. Les régions, collectivités territoriales décentralisées, constituent l'autre pied indispensable du sénat. La descente des responsables des délégations régionales permanentes du comité central sonne donc le tocsin du rassemblement autour des enjeux électoraux

de demain car, nous le savons, le RDPC aura des candidats aux élections régionales.

Le RDPC aura également des candidats aux élections générales de l'année prochaine: le président national, S.E. Paul Biya est son candidat à l'élection présidentielle en vertu de l'article 27(3) des statuts. Jusqu'ici, aucun autre militant n'a vraiment contesté la candidature naturelle du Président Biya. Quelques militants anormalement enthousiastes ont, ici et là, annoncé leurs candidatures. Mais, franchement rien de vraiment sérieux. Les séminaristes du week-end dernier ont tous adressé des motions de soutien au président national. Ce qui confirme que c'est bel et bien le courant majoritaire, légaliste et légitimiste du parti qui était en mouvement.

Le RDPC investira aussi des candidats aux municipales, aux législatives et aux sénatoriales. Tous ces candidats auront besoin d'un appareil partisan fort, uni et discipliné. D'autant plus discipliné que deux phénomènes risquent de dresser les uns contre les autres: le débat classique sur le mode de sélection des candidats d'une part, et la volonté de certains militants de se présenter à l'élection présidentielle d'autre part. Faut-il organiser des primaires pour sélectionner des candidats? Faut-il plutôt en investir sans primaires? Les deux formules ont été essayées, avec le bonheur que nous connaissons. Sachant que le moment du choix des candidats est celui où le RDPC est souvent affaibli, la décision à prendre doit être soutenue par des militants prévenus, avertis, avisés et finalement responsables.

La décision de rassembler tout le monde maintenant vise donc à muscler le mental militant face à ces enjeux.

Rassembler tout le monde maintenant aussi et enfin pour recueillir l'état d'esprit des militants à la base, avant la convocation du quatrième congrès ordinaire décalé l'année dernière, conformément aux dispositions statutaires en la matière. Le jour où ce congrès se tiendra, l'on sonnera à coup sûr le démarrage de la machine à gagner du RDPC. Une machine redoutable.

La saison électorale qui s'est conclue en France par l'élection présidentielle et la consécration de M. Emmanuel Macron nous ont administré la preuve que nous ne sommes pas si en retard que ça dans la pratique politique. Nous avons vu qu'il n'est pas du tout archaïque de procéder aux investitures sans primaires. La semaine dernière, les listes des candidats aux législatives françaises des 11 et 18 juin 2017 ont été publiées. Les candidats ont été investis sans primaires. L'investiture sans primaires n'est pas du tout l'anti-démocratie dont certains nous parlent souvent. Ce mode de désignation des candidats est plutôt un signe de bonne santé du parti, vu comme une organisation qui a un chef écouté et soutenu, des règles, un esprit et une discipline à observer. Puisse certains militants du RDPC le comprendre une fois pour toute pour une bonne amplification des leçons des séminaires!

Engelbert Essomba Bengono

MAROC

Le Roi, Grand-croix de l'ordre de la Pléiade

Sa Majesté Mohammed VI a reçu cette distinction le 24 mai dernier à Fès.

Grand-croix de l'ordre de la Pléiade (ordre honorifique de la Francophonie et du dialogue des cultures et plus haute distinction décernée par cette institution), c'est la décoration qui vient d'être décernée au souverain chérifien. Elle lui a été remise par une délégation des présidents de la XXVème Assemblée régionale Afrique de l'Assemblée Parlementaire de la Francophonie (Aubin Minaku Ndjalandjoko, Président de l'Assemblée Parlementaire de la Francophonie et Président de l'Assemblée Nationale de la République Démocratique du Congo; Sidibe Issaka, Président de l'Assemblée nationale du Mali; Jean Max Rakotomamonjy, Président de l'Assemblée nationale de Madagascar; Jorge Santos, Président de l'Assemblée nationale du Cap-Vert; Pascal Nyabenda, Président de l'Assemblée nationale du Burundi; Guillaume Soro Kigbafori, Président de l'Assemblée nationale de Côte d'Ivoire; Habib El Malki, Président de la Chambre des représentants et Hakim Benchamach, président de la chambre des conseillers du Royaume du Maroc). Cela en reconnaissance du rôle déterminant de Mohammed VI dans la promotion des valeurs de dialogue et de tolérance. Cette décoration consacre notamment ses actions au niveau national et international pour valoriser l'héritage civilisationnel de l'humanité et les initiatives engagées d'Amir Al Mouminine qui ont ancré et consolidé la vocation du Maroc comme terre de coexistence et de diversité culturelle.

SÉCURITÉ EN AFRIQUE CENTRALE

Yaoundé accueille les experts

Du 29 mai au 02 juin 2017, la capitale camerounaise abrite les travaux de la 144ème réunion ministérielle du Comité consultatif permanent des Nations unies pour la sous-région.

Faire un état des lieux prospectif de la situation sécuritaire et géopolitique dans les onze États membres du Comité (Angola, Burundi, Cameroun, République centrafricaine, Congo, République démocratique du Congo, Gabon, Guinée équatoriale, Rwanda, Sao Tomé et Príncipe, Tchad), tel est le fil conducteur de ces assises. Selon un communiqué du Bureau régional des Nations unies pour l'Afrique centrale (Unoca) parvenu à notre rédaction, les discussions porteront sur les questions en rapport avec la gouvernance politique et les multiples facteurs qui menacent la paix et la stabilité de la sous-région. Les participants échangeront notamment des vues sur la dimension régionale de certaines crises, dont celle de la République centrafricaine. Ils mettront également un accent sur les voies et moyens de renforcer la lutte contre les phénomènes comme la violence armée et le terrorisme, l'insécurité maritime dans le Golfe de Guinée, le braconnage et le trafic illicite des espèces sauvages, les tensions électorales, le trafic des drogues, la criminalité transnationale organisée, la prolifération des armes légères et de petit calibre.



Des armes et munitions circulent en Afrique centrale

Le plus de l'agenda

François Louncény Fall, représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique centrale et chef de l'Unoca aura l'occasion d'évoquer cette question et bien d'autres

dossiers cruciaux avec les chefs de délégation. Du 1er au 2 juin, il prendra part à la session ministérielle dont l'un des temps forts sera la lecture, lors de la cérémonie officielle d'ouverture, du message du Secrétaire général des Nations unies, António Guterres. Cette

phase protocolaire sera également marquée par la mise en place d'un nouveau bureau du Comité. Le ministre camerounais des Relations extérieures en assurera la présidence pour une durée de six mois. Il succèdera à son homologue santoméen, qui occupe ce poste depuis la 43e réunion de l'UNSAC – qui a eu lieu du 28 novembre au 02 décembre 2016 à Sao Tomé.

Mis en place le 28 mai 1992 par l'Onu (à la demande des États membres de la CEEAC), le Comité, dont le fonctionnement vient de faire l'objet d'une évaluation, est un précieux outil de diplomatie préventive. Conformément à l'esprit d'un des séminaires fondateurs de cette institution organisé à Yaoundé du 17 au 21 juin 1991, le Comité a en effet pour mission principale de promouvoir les mesures de confiance aux niveaux régional et sous-régional afin d'atténuer les tensions et de faire progresser le désarmement et la non-prolifération des armes légères et de petit calibre en Afrique centrale. Depuis sa création, la capitale camerounaise a déjà abrité plusieurs de ses sessions. La dernière remonte à la 26e rencontre tenue du 3 au 7 septembre 2007.

Jean-René Meva'a Amougou
Source Unoca

MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES

Théâtres d'ombres autour d'un pactole

La ministre et l'un de ses collaborateurs s'étripent pour un magot. L'une allègue qu'il s'agit d'un détournement de fonds publics. L'autre dit le contraire. L'affaire reste pendante en justice.

Les faits

Au départ était une affaire de gros sous et de matériel roulant : 118 millions de francs CFA et 03 voitures de luxe. Au départ aussi, étaient deux personnages : Irène Pauline Nguéné et Boniface Pascal Mbeng Enama. Suffisant pour embraser les réseaux sociaux au vu du profil de l'une et de l'autre : la première est l'actuelle ministre des Affaires sociales (Minas) et le second est inspecteur des Affaires sociales, actuel délégué départemental du Minas pour la Mefou et Afamba (région du Centre). En date du 27 janvier dernier, Irène Pauline Nguéné porte plainte auprès du procureur près les tribunaux de grande instance du Mfoundi-Centre administratif contre Boniface Pascal Mbeng Enama. La plainte ministérielle tourne autour du pactole mentionné supra.

En fait, la ministre reproche à son collaborateur d'avoir pris et utilisé à son insu, une somme de 118 millions F CFA, ainsi que trois voitures de luxe, obtenus d'un certain Ndong (un homme d'affaires gabonais d'origine camerounaise), lequel s'était présenté au délégué départemental du Minas de la Mefou-et-Afamba comme venant de la part de la ministre. A en croire les termes de la plainte susmentionnée, cet homme d'affaires lui aurait remis le pactole afin de gagner des marchés au ministère des Affaires sociales.

En quelques temps, c'est le tollé à Mfou, localité dans laquelle travaille Boniface Pascal Mbeng Enama. Les



«L'argent n'a pas d'odeur, mais à partir d'un million, il commence à se faire sentir»

femmes, menacent de gagner la rue au nom de leur délégué départemental kidnappé (selon elles) par la ministre. Mis au parfum de la situation, les autorités administratives de la Mefou-et-Afamba tentent de calmer les esprits en relevant que l'affaire serait suivie par la hiérarchie. Dans la foulée, des organisations de la société civile s'en saisissent. Pendant ce temps, l'accusé ne se reproche rien, bien qu'il soit arrêté à la police judiciaire du Centre. Il dit être libre dans sa tête. Tout au plus, il analyse sa «persécution» comme une volonté de son ministre «d'avoir en moins un collaborateur encombrant».

Décryptage

Dans cette affaire, en premier, tout porte à croire que la ministre s'inspire d'un antécédent. Selon nos informations, le 20 Octobre 2013, Boniface Pascal Mbeng Enama, a été bloqué à l'aéroport international de Douala où il devait s'envoler pour Abidjan (Côte d'Ivoire). On évoquait alors une friction entre Ange Michel Angouing (actuel ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative) et l'intéressé (alors chef de la cellule de coordination des structures chargées de la gestion des carrières an Minfopra). Le premier avait suspendu le second de ses fonctions pour 03 mois le 16 mai 2013 pour «manquement grave à l'éthique et à la déontologie adminis-

tratives». On l'accusait alors d'escroquerie sur un prestataire de services à qui il aurait d'abord soutiré 30 millions de francs pour l'attribution d'un marché, avant de l'en déléster de 05 autres pour soi-disant lui faciliter l'accès au ministre, présenté comme le bénéficiaire direct de cette dernière somme. Boniface Pascal Mbeng Enama avait aussi été interpellé par la police judiciaire (PJ) dans le cabinet du chef de département. Il sera libéré après toute une nuit de garde à vue à la PJ Le 18 juillet 2013.

En seconde ligne d'analyse, on pourrait s'approprier cette boutade de Tristan Bernard qui disait que «l'argent n'a pas d'odeur, mais à partir d'un million il commence à se faire sentir». Et dans le cadre de cette affaire, il y a un fort parfum d'argent : 118 millions de francs CFA. Si le montant est connu, ce à quoi il devait servir reste noyé dans un record d'imprécisions.

Bien plus, cela montre à quel point le système fonctionne en circuit fermé, entre services que l'on se rend et se monnayent cher dans l'administration publique. Toutes choses qui servent de prétextes à humiliation et à stigmatisation médiatique, d'où les accusations parfois approximatives et les sentences souvent expéditives relayées dans la presse ces derniers temps. Car en fait, l'on est loin de savoir qui a commandé quoi, quand, où, comment et pourquoi.

Jean-René Meva'a Amougou

ENGAGEMENT POLITIQUE

L'Onu Femmes sensibilise les Camerounaises

C'était à la faveur du premier « Forum national sur l'engagement politique des femmes », tenu le 27 mai à Douala.

Au Cameroun, les femmes ne s'intéressent pas assez à la chose politique. C'est ce qui justifie leur faible participation aux différentes échéances électorales depuis 1946. Les statistiques du ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille (Minproff), rendues public au cours de la première édition du « Forum national sur l'engagement politique des femmes » par Paulette Beat (chargée de programmes à Onu Femmes), révèlent que les femmes Camerounaises brillent par leur faible participation aux élections nationales et locales. On apprend alors qu'en 2007, sur un total de 4 940 203 électeurs inscrits sur les listes électorales, on dénombre 1729 563 femmes seulement, soit 35, 0%. Pour le même scrutin le nombre total de votants est de 3126 946 dont 1158121 femmes soit 37, 0%. Lors de la dernière présidentielle de 2011, les chiffres du Minproff penchent toujours en défaveur de la gent féminine. En effet, le nombre de femmes inscrites sur les listes électorales cette année là, était de 3537 047 sur un total de 7 525 532 électeurs, soit 47, 0%. Il en résulte un gain de 12, 0 points chez les femmes par rapport aux élections



Le panel pendant le forum.

de 2007. En 2018, beaucoup de femmes Camerounaises ne veulent plus rester en observatrices. Elles comptent d'avantage s'exprimer au cours des nombreuses échéances cruciales qui pointent à l'horizon, notamment la présidentielle, les législatives et les municipales.

Détermination

Quand elles observent la scène poli-

tique, les Camerounaises se rendent compte qu'elles ne sont pas assez représentées aux postes clés de la République. Au niveau de la Chambre haute du parlement par exemple, sur cent sénateurs, 21 sont des femmes, et 33 sénateurs suppléants sur cent sont également des femmes. A l'Assemblée nationale, il y a une légère embellie. Pour le mandat qui court de 2013 à 2018, 30, 5% des

sièges ici sont occupés par les femmes alors qu'elles ne représentaient que 5, 5% de 1997 à 2002.

Les chiffres sont aussi en hausse dans d'autres domaines, mais l'écart avec les hommes reste criard. Pour donc booster le moral de ses sœurs afin qu'elles puissent s'engager politiquement l'année prochaine, Mapigoue Nadège Tatiana, coordonatrice du forum, donne les raisons de la mise sur pied de ce concept sous le thème « Soutenons l'engagement politique de la femme » : « On se rend compte qu'il y a plusieurs femmes qui pensent que le mot politique est un frein pour elles d'exercer dans les activités de la cité. Elles se rétractent quand elles entendent le mot politique. Le but du forum, c'est de les amener à comprendre qu'elles ont leur rôle dans le jeu politique de la nation. Les femmes ne doivent plus être considérées comme animatrices de la scène politique. D'habitude on les appelle, on met leurs noms dans les listes, après elles n'ont pas de rôle à jouer. Maintenant, elles doivent s'engager, prendre des décisions d'elles-mêmes pour impacter leurs communautés ».

Didier Ndengue

EN BREF

Bons

Ce 1er juin 2017, l'État camerounais procède à une émission de bons du Trésor assimilables (BTA) d'un montant de 5 milliards de francs Cfa sur le marché de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac), a-t-on appris de source officielle. Cette opération, dont la valeur nominale unitaire est de 1 million de francs Cfa, se déroulera auprès de 16 banques et établissements financiers spécialistes en valeurs du Trésor (SVT) du pays émetteur mais aussi du Congo, du Gabon, de la Guinée Équatoriale, de la République centrafricaine et du Tchad. La dernière émission similaire, lancée le 10 mai dernier sur le même marché et pour un même montant, avait enregistré un taux de couverture de l'ordre de 266%, l'un des plus élevés depuis début 2017, ceux des 3 et 5 mai s'étant inscrits à hauteur de 151,5% et 97,5% respectivement. Le Cameroun, pour toute l'année 2017, va recourir à des émissions de titres publics d'un montant maximum de 300 milliards FCFA destinés au financement de projets structurants.

Ascension

Mira Company vient de présenter un projet de construction d'une unité de production du ciment à Douala, dans la zone portuaire. Infrastructure d'un coût total de 32 milliards de francs CFA, cette nouvelle unité de production du ciment permettra de créer 1600 emplois. Selon les promoteurs du projet, ladite société va s'impliquer dans la production et la distribution sur le marché local, d'une cargaison d'un million de tonnes de ciment chaque année. Il y a quelques jours, Mira Company a signé, avec le gouvernement camerounais, une convention lui permettant de bénéficier des dispositions de la Loi de 2013 portant incitations à l'investissement privé au Cameroun qui permet d'obtenir des exonérations fiscales-douanières sur des périodes allant de 5 à 10 ans, aussi bien en phase d'installation que de production des entreprises.

Réflexion

Du 29 mai au 2 juin 2017 à Yaoundé, le gouvernement camerounais et STEM-Africa Initiative de l'Université de Michigan (USA), organisent la 4ème Conférence internationale sur la science, la technologie et les mathématiques. Selon le comité d'organisation, ces assises, auxquelles vont participer plusieurs têtes couronnées de la recherche, permettront d'explorer et de valider les mécanismes de partenariat entre les pays africains et les USA dans les domaines de la recherche appliquée.

Intégration

LA TRIBUNE DES COMMUNAUTÉS

SUPPLÉMENT AFRIQUE CENTRALE / INSTITUTIONS

ZONE CEMAC

La crise attaque les banques

Pour éviter la faillite de certains de ces établissements financiers, la Beac vient d'activer son « dispositif d'apport de liquidités en urgence ».

En l'espace de deux mois, la Banque des Etats de l'Afrique centrale (Beac) a tenu deux sessions du Comité de politique monétaire (CPM). C'est l'instance qui définit la stratégie, les objectifs et les instruments en matière de politique monétaire et de gestion des réserves de change. La première, ordinaire, s'est réunie le 22 mars et la seconde, extraordinaire, le 22 mai dernier. Le fait est rare pour être souligné et illustre la gravité de la crise économique que traverse la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac) depuis mi-2014.

Cette conjoncture, loin de s'inverser, se complexifie un peu plus chaque jour. A la crise budgétaire de départ s'est en fait ajoutée une crise monétaire. Et aujourd'hui, la Beac redoute une crise bancaire. Lors de sa session extraordinaire du 22 mai, le CPM a, en effet, décidé d'activer le « dispositif d'apport de liquidités en urgence » au sein de la Cemac. « L'apport de liquidité en urgence consiste à fournir, de façon discrétionnaire et exceptionnelle, de la liquidité à une institution financière solvable, mais souffrant de tensions de liquidité sérieuses pouvant entraîner un risque financier majeur pour toute la sous-région », explique la Beac. Pour



justifier sa décision, le CPM ne tait d'ailleurs pas mystère de ce que « la mise en place de ce dispositif dans la zone Cemac est principalement motivée par le contexte régional marqué par la vulnérabilité de la situation de trésorerie de plusieurs banques, en liaison notamment avec les difficultés financières des Etats ».

Anticipation

Selon les chiffres officiels, au 31 décembre 2016, les Etats étaient dé-

biteurs aux banques de la rondelette somme de 2197,9 milliards de francs CFA. Un an plutôt, les pays de la Cemac étaient pourtant créiteurs auprès des mêmes banques et disposaient d'une épargne de 349 milliards avant que la situation ne se dégrade. Elle devrait se détériorer un peu plus en 2017. La Beac prévoit en effet « un léger renforcement de la position nette débitrice des Etats vis-à-vis du système monétaire, de 1,7 % ». Les

créances dues par les pays de la sous-région devraient ainsi s'élever à 2235,27 milliards de francs CFA cette année.

Les tensions de liquidité de certaines institutions financières pourraient de ce fait s'aggraver au point de nécessiter un refinancement d'urgence et la banque centrale veut éviter d'être prise de cours. « Il faut anticiper, il faut rénover, il faut diversifier les instruments que nous avons de manière à ne pas être surpris », soutient Abbas Mahamat Tolli. Et le gouverneur de la Beac d'ajouter : « pour précisément éviter d'euthanasier nos banques, il faut avoir des instruments de politique monétaire qui permettent de les accompagner dans des situations difficiles et de maintenir la quiétude, d'éviter toute panique et toute ruer sur les guichets ».

Bénéficiaires

Le 21 octobre 2016, lors de la 8e réunion annuelle de concertation avec la profession bancaire et financière, la Commission bancaire de l'Afrique centrale (Cobac) s'inquiétait que « sur le plan prudentiel, seules 19 banques sur 52 disposent de fonds propres nets suffisants pour honorer l'ensemble des normes assises

sur cet agrégat ». Trois mois avant le Fonds monétaire international (FMI) estimait que certains de ces établissements méritaient même d'être fermés : « Sur 52 banques, 8 ont des fonds propres négatifs et ne respectent pas la norme de solvabilité. Le total des actifs de ces banques représente moins de 5 % du total des actifs bancaires, et l'incapacité des autorités nationales et régionales à les fermer demeure un problème et envoie un mauvais signal au secteur financier », peut-on lire dans son rapport No16/277 d'août 2016 consacré à la Cemac.

Mais à bien écouter le gouverneur de la banque centrale, ce ne sont pas les institutions financières dans de telles situations qui sont ciblées par le « dispositif d'apport de la liquidité en urgence » : « ce nouvel instrument de politique monétaire vise essentiellement les banques qui ont une situation prudentielle solide (pas de problèmes de fonds propres, de rentabilité encore moins de solvabilité) mais qui se trouvent confrontés à des problèmes ponctuels de liquidité et qui, en plus, n'auraient pas des collatéraux de bonne qualité pour venir au marché monétaire se faire financer », précise le tchadien.

Aboudi Ottou

ABBAS MAHAMAT TOLLI

« La situation n'est pas alarmante »

Face à une conjoncture qui tarde à s'inverser, le gouverneur de la Beac continue d'afficher une certaine sérénité.

Les efforts budgétaires (réduction des dépenses courantes, relèvement de la pression fiscale...) déployés par les Etats de la Cemac et le resserrement de la politique monétaire (relèvement du taux directeur de la Beac de 50 points de base à 2,95% ; gèle des plafonds d'avances statutaires aux Etats ; maintien des objectifs de refinancement des banques) par la Beac, semblent pour l'instant insuffisants pour éloigner le franc CFA du spectre d'une dévaluation. De l'aveu même d'Abbas Mahamat Tolli, le gouverneur de la Beac, « en dépit des mesures prises et mises en œuvre, la tendance baissière des réserves de change est encore loin de se retourner ». En effet, le taux de couverture extérieure de la monnaie (rapport entre le volume des avoirs extérieurs et les engagements à vue) continue de chuter. Il est passé de 56,8% au 31 décembre 2016 à 55% au 22 mai 2017. Bien que le gouverneur estime la situation « pas alarmante », elle est suffisamment préoccupante pour provoquer une session extraordinaire du Comité de politique monétaire (CPM). Réunie lundi de la semaine dernière au siège de la banque centrale à Yaoundé, le CPM a donc durci davantage la politique monétaire. D'abord, le Tchad et de la Guinée Equatoriale qui ont un solde négatif au compte d'opérations (- 63,072 milliards et - 7,815 milliards de francs CFA respectivement, au 31 décembre 2016) ont vu leurs taux de refinancement réduits de 20%. Par ailleurs, tout pays qui a une position débitrice au compte d'opérations et dont le ratio du solde sur la circulation fiduciaire serait inférieur au seuil minimal de 15% verrait son objectif de refinancement baisser automatiquement de 10%. En fin, tout pays sur lequel la mesure précédente aurait été appliquée et qui présenterait encore un solde négatif au compte d'opérations se verrait infliger une nouvelle baisse de 10% de son objectif de refinancement. A l'issue de cette réunion, Abbas Mahamat Tolli a donné une conférence de presse. Intégration a retenu quelques aspects de cet échange avec les journalistes.

AO



Quelle est la situation actuelle de nos réserves de change ?

Actuellement on est à 55% (de taux de couverture extérieure de la monnaie NDLR). La situation n'est pas alarmante. C'est au niveau de 20% que les éléments de garantis monétaires devraient jouer. On n'est pas vraiment dans ce cas de figure. On veut éviter justement d'y être. Et donc

les mesures que nous prenons c'est pour faire en sorte qu'il n'y ait pas un surplus de liquidité dans le système. La structure de nos économies est telle que si vous éjectez 100 millions, 80 millions sortent du système. Cela est dû au fait que nous ne produisons pas beaucoup, nous n'avons pas une économie très diversifiée, on importe pratiquement tous (les produits vivriers, d'autres types de produits manufacturés...). Et si vous importez beaucoup, dans un régime de taux de change fixe, ça peut éventuellement affecter la soutenabilité de votre monnaie à l'étranger. Donc, nous voulons injecter juste ce qu'il faut aujourd'hui, au regard de la conjoncture globale et être vraiment prudent et proactif face aux crises qui peuvent naître de cela.

Les mesures prises aujourd'hui sont-elles suffisantes ?

Non, parce que nous sommes dans un cadre glo-

bal où chacun doit jouer sa juste partition. Les Etats doivent mettre en place des politiques de finances publiques soutenables, avoir des niveaux d'endettement bien maîtrisés et mener aussi des réformes structurelles pour diversifier les bases de l'économie des pays membres de façon à importer le moins de chose possible sur la durée et à permettre aussi de gérer nos finances publiques de façon appropriée (avec le moins d'endettement possible, des choix d'investissement public qui soient judicieux et donc utiles pour le développement du secteur public, pour l'économie de façon globale). C'est justement l'objet du Programme de réformes économiques et financières (Pref-Cemac). C'est une réflexion qui met en place un certain nombre de recommandations à l'usage des pays membres pour essayer d'avoir des politiques harmonisées et un rythme de réformes qui soient soutenu.

La solution aussi dans cette conjoncture particulière c'est que nos pays négocient des programmes économiques financiers avec le FMI (Fonds monétaires internationaux) soutenus par d'autres bailleurs de fonds. Aujourd'hui, je puis dire que tous les pays ont renoué avec le FMI, les discussions sont très avancées et d'ici fin juin, fin juillet les programmes seront approuvés par le Conseil d'administration du FMI. Et nous attendons aussi les financements extérieurs qui viendraient à la fois soutenir la pression extérieure de la monnaie et les déficits budgétaires de façon à avoir une conjoncture économique qui soit plus agréable. Avec les projections que nous avons sur la conjoncture 2017, on espère que la situation s'améliore.

Propos recueillis par la Rédaction.

MANAGEMENT DE PROJET

L'Afrique veut combler ses déficits

La première Conférence panafricaine sur le management des projets s'est tenue à Yaoundé du 24 au 26 mai 2017. Près de 400 personnes ont été formées à l'occasion.



Photo de famille des participants

« Accélérer la transformation économique de l'Afrique par le management de projet », cette phrase est passée de thème principal de la première édition de la Pan-African Project Management conférence à un véritable défi pour les participants. Plus de 365 délégués des grandes écoles, des ministères, des institutions privées et parapubliques ont acquis les connaissances sur le management de projet. Pour répondre à leurs attentes, 22 experts dont la grande majorité était de natio-

nalité étrangère. Au total, une quinzaine de sessions plénières greffées autour des sous thèmes tels que « défis et transformation économique et sociale de l'Afrique ; Adoption d'une méthodologie de management de projet dans une organisation : quelles approches ; comment conduire une carrière en management de projet, etc. »

Satisfaction

Pour le promoteur de l'évènement, l'économiste Babissakana, qui voyait cette conférence comme

une réponse à un problème structurel constaté à tenu toutes ses promesses et le secteur s'annonce prometteur. « Du point de vue de la participation, c'est déjà vraiment un succès pour une première édition qu'il y ait ce niveau de mobilisation, ce qui indique que la profession a un bel avenir et qu'il y'a beaucoup de gens qui souhaitent devenir des professionnels dans le management de projet ». La satisfaction ne s'est pas limitée au niveau des organisateurs. Après

trois jours de travaux, les délégués en ressortent rompus. C'est le cas de Marcellin Brice Gbaka-Pani, étudiant centrafricain à l'Institut panafricain de développement (IPD), « Au regard de la qualité des exposants et des exposés, je suis satisfait. En arrivant, je ne m'attendais pas à grand-chose, mais les speakers ont réellement répondu à nos attentes ».

Acquis

Bon nombre de participants pensent que l'objectif de cette première édition de la conférence panafricaine a été atteint. Ferdinand Falsou, délégué de la communauté d'arrondissement de Garoua IIème en fait partie. Pour lui, les acquis d'une telle conférence se feront ressentir à court, à moyen, à long terme et ceci dans plusieurs domaines d'activités. « Aux sorties, je pense que mes connaissances ont été renforcées. J'ai retenu qu'en tant que planificateur, je suis désormais considéré comme un leader. Aussi je sais désormais qu'il y a des outils de planification, comment être le chef de fil ainsi qu'un bon leader d'un projet et je pense être en mesure de relever le défi », s'est-il félicité.

Pour le consultant Charles Bunane, formateur à l'IPD Afrique-centrale, malgré la durée des travaux jugée insuffisante, les formations et les échanges ont été fructueux. Il pense

que l'Afrique en est principalement bénéficiaire. « Beaucoup de personnes ont montré leur intérêt pour le management de projet. Les experts qui sont venus de plusieurs horizons nous ont parlé de leurs expériences ». Ceci concrétise donc la finalité de cet évènement qui était d'atteindre une masse critique de professionnels et experts en management de projets en vue d'accroître le taux de succès des projets en Afrique.

Mercedes Beleheka (stagiaire)

La première Conférence panafricaine sur le management des projets en chiffres

- 15 sessions plénières
- 03 propos liminaires
- 03 témoignages
- 13 intervenants internationaux
- 365 délégués
- 10 partenaires institutionnels
- 12 partenaires officiels et les parrains
- 12 médias partenaires
- 12 entreprises exposantes
- 02 partenaires techniques et technologiques

Prochaine édition: mai 2018

BABISSAKANA

« Le management des projets fait défaut »

Le CEO de Prescriptor et promoteur de la Conférence panafricaine sur le management des projets évalue les travaux de Yaoundé.

Quel objectif visait la première édition de la Pan-African Project management conférence tenu à Yaoundé du 24 au 26 mai dernier ?

D'abord c'est une conférence professionnelle, ce n'est pas un colloque, donc ce n'est pas une conférence de recherche. C'est une plateforme pour transférer et maîtriser les technologies dans le domaine du management des projets. L'objectif général c'est de montrer et permettre à tous les délégués africains qui sont venus de comprendre le caractère critique de la profession de management des projets et le rôle que cette industrie doit jouer dans la mise en œuvre des plans de développement, dans la dynamique de transformation économique et sociale de nos pays. Maintenant plus spécifiquement, il s'agit pour les délégués d'accéder à des connaissances. En général, comme nous avons trois ordres de classification, vous avez les connaissances, les savoir-faire, et les savoir-être. Vous voyez ces trois catégories sont codifiées aujourd'hui dans ce domaine en terme de normalisation. Donc, les délégués vont découvrir quels sont les non professionnels qui existent dans la discipline de management de projet et comment accéder à ces normes. Ensuite, quels sont les profils de carrière qui existent en fait dans la discipline ; comment les professionnels peuvent se développer de



là ; comment la jeunesse peut se déployer dans ce domaine en termes de carrière, et comment est-ce que les universités peuvent profiler leurs programmes de formation pour être plus à même d'offrir des produits compétitifs sur le marché. C'est-à-dire les gars qualifiés qui sont directement opérationnels et qui ont un bon plus sur le marché. Sur ces aspects de technologies, les délégués pourront connaître réellement comment on peut acquérir et mettre en place une méthodologie de management de projet dans une organisation.

Quelle place occupe le management des projets dans le développement de l'Afrique ?

Tous les plans de stratégies de développement se traduisent sur le terrain par les projets et les programmes. Donc, si vous voulez réussir les projets et les programmes, il faut maîtriser les technologies qui permettent de les réaliser dans les meilleures conditions. Et c'est pour ça que nous disons que cette discipline est sur le chemin critique de la transformation économique parce que si vous avez des projets qui échouent ou des usines qui ne marchent pas, c'est parce que le ma-

nagement des projets fait défaut, la sélection des projets a été mauvaise, le montage de ces projets est mauvais et forcément ce qu'on délivre comme usine ou route ou encore infrastructure, ça ne peut être que peu performant et donc devenir des éléphants blancs. Nous voulons changer cette image de manière à ce qu'on ait plus de projets qui réussissent, qui satisfassent les gens. Et comme la transformation doit se faire avec beaucoup d'industries, ça veut dire qu'il faut que les gens maîtrisent les projets industriels, les projets d'infrastructure et il faut qu'on ait des professionnels, des experts qui puissent conduire ces projets et que la transformation donc soit réelle.

À quand la prochaine édition de la PMC ?

On doit pousser pour que chaque année les meilleurs professionnels dans ce métier se retrouvent au Cameroun pour examiner comment accroître le nombre de professionnels et d'experts sur le terrain pour que les projets soient mieux gérés et aussi pousser les agences de normalisation africaines à s'arrimer à la tendance mondiale en devenant membres dans le comité technique iso 258 qui fait les normes internationales dans le domaine. Parce que si l'Afrique est absente, les autres vont faire les normes et après vont s'appliquer à nous tous d'où l'intérêt

dans ce cadre ci de pousser les agences de normalisation, c'est-à-dire les consoles de l'ANOR à retrouver ce mouvement mondial. Ce sera donc une conférence annuelle et c'est l'objectif que nous avons arrêté.

Comment comptez-vous évaluer les acquis de cette conférence ?

Il y a une perspective à moyen terme pour que d'ici 2020 nous puissions évaluer ce que la conférence a pu apporter en termes de transfert et de maîtrise de technologie dans ce domaine. Et là, on va vérifier quel est le nombre d'experts certifiés, quel est le nombre de professionnels qui ont des certifications dans le domaine, quel est le nombre d'universités qui ont les parchemins dont les contenus sont compatibles aux normes internationales. Ces questions-là, on va les évaluer et notre mission à moyen terme, c'est de créer une masse critique de professionnels et d'experts en management des projets en Afrique. C'est pour qu'on ait moins d'éléphants blancs dans les différents secteurs, plus de projets qui réussissent, plus d'usines qui marchent bien, plus de routes qui durent, plus de ponts qui tiennent et que les gens soient plus satisfaits.

Propos recueillis par
Mercedes Beleheka
& Christelle Nkolo (stagiaires)

SOUFI AHMED DJAMAL**« Il faut un départ »**

Après la Pan-African Project Management Conference, le directeur exécutif de l'African Project Management Association fait l'état des lieux du management des projets en Afrique et propose des mesures qui pourraient améliorer la situation.

Vous étiez un des conférenciers de la Pan-African Project Management Conference. Dites-nous, quels sont les enjeux stratégiques d'une conférence sur le management de projet de développement en Afrique ?

Cette conférence est venue à point parce que l'Afrique est en train de se développer de manière remarquable (ce qui surprend pas mal de pays occidentaux). Seulement ce développement s'accompagne du lancement d'un ensemble de projets faramineux qui coûtent excessivement chers. Et le problème qui se pose est de savoir comment gérer ces projets. Or, l'Afrique n'est pas encore outillée sur le plan de la formation et n'a pas la masse critique des spécialistes en management de projet. Mais il ne faudrait pas comprendre cela d'une manière incorrecte. En fait quand on parle de masse critique, on parle de masse critique des spécialistes qui ont non seulement la formation mais l'expérience du management de projet. Vous avez vu à travers les exposés qu'il n'y a pas mal de travaux qui se font sur le plan théorique. C'est pourquoi, moi, j'ai axé mon exposé sur l'aspect pratique du management de projet et je suis très heureux qu'il y ait eu beaucoup d'étudiants intéressés par mon intervention. Je crois que c'est de bonne augure et en faisant ce genre de conférence, en coopérant, nous arriverons sûrement à surmonter les difficultés qui se présentent en Afrique.

Vous avez quand même formulé des inquiétudes quant à la mise en œuvre de l'agenda 2063 de l'Union africaine. Est-ce que vous pouvez nous dire pourquoi vous êtes inquiet ?

Je suis inquiet parce que je suis en train de lire un livre intitulé « Le Nepad : Insuffisance de formulation et risque d'échec dans la mise en œuvre ». Et tout ceci est simplement parce que nous n'avons pas appris à faire l'évaluation des projets aussi bien en amont qu'en aval. Lorsqu'on le fera en Afrique, on va apprendre beaucoup de chose qui vont nous éviter de faire les mêmes erreurs. Ce qui m'inquiète au niveau de l'agenda 2063 (qui est quelque de merveilleux pour l'Afrique si ça se réalise), c'est que cet agenda transpose l'Afrique dans pratiquement une cinquantaine d'années mais les projets qui sont annoncés sont des mégas projets qui coûtent des milliards de dollars. Or, même aux Etats-Unis, il y a 25 ou 30% de projets qui n'arrivent pas à être ache-



vés d'une manière correcte. Si dans un pays développé le résultat est tel, alors qu'est-ce qui va se passer en Afrique ? Si on applique le même taux on va jeter environ 30% du coût de ces projets par les fenêtres. On peut sauver une partie de cet argent en sachant manager ses projets, en préparant les futurs cadres africains en management de projet.

Aujourd'hui, dans le prolongement de ce qu'a fait l'Union africaine, il faudrait préparer la formation des cadres africains pour le management de projet. Ça peut se faire car l'Afrique du Sud et le Nigeria ont les moyens de formation assez importants. Je viens de discuter avec un professeur et je lui ai demandé si on peut envisager de lancer un E-learning gratuit dans le management des projets. Cette formation serait diplômante, accessible sur tout le continent et supportée par des aides qui existent au niveau mondial et international. Il m'a dit que c'est possible. Le problème maintenant c'est de se retrouver et de décider d'implémenter cette approche.

Puisque vous parlez de E-learning, vous étiez aussi de ceux qui disent que la seule formation théorique ne suffit pas, il faut un aspect pratique. Si je m'en tiens à votre exposé, on n'aura pas totalement réglé le problème ?

Je suis tout à fait d'accord avec

vous. Mais il faut qu'il y ait un départ. Actuellement, il y'a des gens qui payent pour ce départ théorique dans des instituts privés et ça leur coûtent excessivement cher. Donc, cela ne peut être accessible qu'à ceux qui ont les moyens financiers et tout le reste est laissé de côté. Ce que je veux dans ma démarche, c'est qu'on arrive à niveler le niveau des cadres africains en matière de management de projet. Après, viendra la deuxième phase. C'est-à-dire la phase de la préparation à la certification. Et les gens issus du E-learning, il faut leur payer la certification aux associations internationales qui la supportent.

Pour revenir à cette formation de Yaoundé, on sait que les pays n'ont pas les mêmes niveaux. Je prends le cas de l'Algérie qui a déjà une certaine masse critique en matière de managers de projet de développement. Pour les pays qui accusent un retard comme le Cameroun, comment est-ce que vous envisagez une certification en matière de pratique, de maîtrise de théorie et de mise en œuvre ?

En Algérie nous avons lancé des phases de certification internationale et nous avons organisé deux examens de certification. Le problème c'est qu'il n'y a pas une masse de personnes qui veulent avancer vers les certifications parce

que c'est cher de passer un examen de certification. Alors que faire ? En ce moment l'Algérie est en train de se préparer pour créer ce qu'on appelle la National Certification Boarding. C'est une doléance de l'IPMA (International Project Management Association) dont nous sommes affiliés. Alors, comment ça va se passer une fois que nous aurons notre Nationale Certification Boarding ? Si elle est habilitée par l'IPMA, on peut envisager, si éventuellement les pays l'acceptent, que l'Algérie devienne la Regional Certification Boarding pour l'Afrique francophone. Actuellement, c'est la France qui nous sert de Regional Certification Boarding et ça coûte cher.

Est-ce que vous avez fait des remarques à l'Union africaine pour leur dire, « attention vous avez un bon programme mais il n'y a pas d'évaluation et prise en compte de la formation des jeunes qui vont conduire à bien vos projets » ? Moi, je ne me suis pas adressé à l'Union africaine parce que je n'ai pas de relation personnelle là-bas. Mais j'espère que dans le cadre de certaines conférences internationales, j'interviendrais pour dire ce que je suis entrain de dire en ce moment et je pense qu'ils vont m'écouter.

*Propos recueillis par
Thierry Ndong*

PRÉVISIONS**Le prix du Cacao remontera dans les prochains mois**

L'affirmation est du chef de mission hispano-belge, Albert Ruisse, à l'occasion d'une visite de trois jours (23 -25 mai 2017) en terre camerounaise.

Talla et Elig Mfomo ont accueilli avec enthousiasme Narcisse Olinga, Sous-directeur des Echanges commerciaux au ministère du Commerce, et la mission hispano-belge conduite par Albert Ruisse. Dans ces deux bassins de production du département de la Lékié, la mission hispano-belge a touché du doigt les réalités de la plantation du cacao au Cameroun. Elle a constaté le respect des bonnes pratiques agricoles par les lauréats des écoles paysannes de la contrée. «Les investisseurs sont à la recherche d'un cacao de bonne qualité pour l'acquérir au prix différent. Eviter les mélanges, seule la qualité peut permettre de relever le prix à l'international, on risque de subir de manière plus grave les effets de la baisse ; si on respecte la qualité, on aura plus d'argent» conseille le représentant du Ministère du Commerce.

Albert Ruisse le chef de mission de mission hispano-belge se réjouit du travail abattu par les cacaoculteurs. La chute des cours du Cacao, selon lui, est due à une abondante production dans le monde ; malgré tout, ajoute-t-il, il n'y a pas un excédent de cacao de qualité. Le Cameroun a d'excellentes conditions climatiques, le sol permet d'avoir un cacao au goût et qualité exceptionnelles ; pourtant, la fermentation n'est pas réussie. «Pourquoi ne pas attendre 15 jours de plus et obtenir un cacao recherchée par les pays européens ?» interroge l'espagnol.

Les occidentaux préfèrent acheter le cacao du Ghana et de la Côte d'Ivoire. Celui du Cameroun est acheté à prix réduit, remarque l'investisseur espagnol. Et de poursuivre : «Les spécimens sont magnifiques, le goût parfois sent la fumée. Le cacao qui n'est pas fermenté ne développe pas sa saveur aromatique». Narcisse Olinga suggère de travailler davantage pour bénéficier des avantages du projet PAQDC. David Montserrat, venu de Barcelone, encourage les planteurs du cacao à suivre la voie des bonnes pratiques agricoles.

La mission hispano-belge promet revenir en novembre prochain, afin de rencontrer les opérateurs économiques des régions du Littoral et du Sud-Ouest. Pour s'assurer de la qualité, la mission envisage échanger avec la Société Générale de Surveillance. Elle a dit au ministre du Commerce sa détermination à travailler avec les Camerounais.

Source : Mincommerce

EN BREF**Assistance**

Après les attaques de Bangassou le 13 mai dernier dans le Sud-Est de la Centrafrique, les organismes internationaux et humanitaires ne cessent de manifester leur soutien à la population de ce pays. Le 23 mai dernier, Michel Yao et Virginie Baïkoua respectivement coordonnateur humanitaire par intérimet ministre des Affaires sociales et de la Réconciliation nationale se sont rendus dans cette localité. Ils ont eu l'occasion de toucher du doigt le malheur qui est à l'origine de plus de 4400 déplacés et plus d'une centaine de morts. Sans oublier la fissure du tissu social et l'installation d'un climat de méfiance entre les communautés. Au total plus de 14 tonnes de vivres ont été distribués à 888 ménages et des biscuits sur-vitaminés distribués aux enfants et aux plus vulnérables. On note également l'installation des infrastructures d'adduction d'eau et d'hygiène, une campagne de vaccination et la mise en place des cliniques mobiles sur les sites des déplacés.



PROGRAMME DES OBSEQUES DE MADAME VEUVE

Mbele née Koundi Philomène

DU JEUDI 11 AU JEUDI 25 MAI 2017

18h-23h : Recueillement tous les soirs au domicile de Monsieur Mbelle Olivier sis à Ekounou à proximité du Groupe Scolaire Bilingue AMASIA entrée ex-SNEC (actuelle CDE).

Psaume 135 verset 14 : Car l'Eternel jugera son peuple, et il aura pitié de ses serviteurs.

JEUDI 01 JUIN 2017

20h00 : Veillée sans corps à la Maison du Parti RDPC de Nkolindongo à Yaoundé.

21h00 : Messe

22h00 : Animations religieuses et traditionnelles jusqu'à l'aube

VENDREDI 02 JUIN 2017

14h00 : Levée de corps à la morgue de l'Hôpital Militaire à Ekounou à proximité du CFTA-MINDEF.

14h20 : Messe à la Chapelle de la morgue de l'Hôpital Militaire à Ekounou.

14h45 : Fin de la cérémonie religieuse.

15h00 : Départ du cortège funèbre pour le village Mengang avant Akonolinga

16h00 : Arrivée et installation de la dépouille dans la concession familiale

20h00 : Début de la grande veillée

21h00 : Célébration religieuse

22h00 : Animations religieuses et traditionnelles jusqu'à l'aube

SAMEDI 03 JUIN 2017

10h00 : Début des cérémonies traditionnelles

12h00 : «Nsili Awu»

13h00 : Témoignages

14h30 : «Ndon Awu»

15h00 : Messe

16h00 : Inhumation



Psaume 116 verset 15 :
Elle a du prix aux yeux de l'Eternel, la mort de ceux qui l'aiment.

Psaume 135 verset 14 : «Car l'Eternel jugera son peuple, et il aura pitié de ses serviteurs».

**FOTRAC 2017****Foire Transfrontalière Annuelle de la CEMAC**

Du 23 Juin au 05 Juillet

*Célébrons l'intégration régionale, la paix, la sécurité par
la solidarité des peuples*

**KYE-OSSI** (frontière Cameroun-Gabon-Guinée Equatoriale)

B.P: 17 192 Ydé - Cameroun / Fixe: (+237) 243 06 09 51

Mobile: (+237) 696 50 99 50 / 677 55 59 42

Email: refac2008@yahoo.fr

8^{ème}
édition

FILIÈRE HORTICOLE CAMEROUNAISE

Fit For Market met fruits et légumes sur la table

Grâce à un programme porté par l'Union européenne visant à accompagner les entreprises de production et d'exportation de ces produits alimentaires dans les pays d'Afrique des Caraïbes et du Pacifique (ACP), quelques structures se sont lancées dans le secteur.



Fruits et légumes à la pelle.

Fit For Market (FFM), est le nom du programme porté par le COLEACP, une association d'entreprises ayant des intérêts dans le commerce des fruits et légumes, en partenariat avec la société civile et les professionnels des secteurs public et privé. Il accompagne les entreprises de production et d'exportation de fruits et légumes frais et transformés des pays d'Afrique des Caraïbes et du Pacifique (ACP). Il est question ici de développer et d'améliorer leur accès aux marchés, former et pérenniser leurs ressources humaines, mettre en œuvre une politique de gestion environnementale, améliorer leur compétitivité et faciliter leur accès au financement. Les missions de ce programme ont été dévoilées du 16 au 18 mai 2017 à Douala, au cours de son lancement au Cameroun. Abdoullahi Aliou, coordonnateur de la coopération Cameroun-Union euro-

péenne a dressé un état des lieux des filières horticoles à l'entame des travaux. Il en ressort que ces filières ont un très faible niveau de développement au pays. Et pourtant, le Cameroun jouit d'une écologie de production favorable (terres volcaniques, sols alluviaux, pluviosité élevée, climat doux et tempéré). Pour soutenir les filières fruits, légumes et fleurs locales, l'UE a commandé une analyse diagnostique et l'élaboration d'un programme d'appui à leur développement. L'étude de faisabilité conduite en 2011, par le bureau Progress Sarl, révèle que «les filières horticoles n'ont plus bénéficié des appuis importants malgré les multiples problèmes que posent les producteurs, transformateurs et exportateurs à travers les médias». Un constat morose, et pourtant, ces filières, depuis 1990, sont capables de contribuer à la sécurité alimentaire et à l'accrois-

sement des revenus des ruraux, des transformateurs, commerçants et exportateurs.

Obstacles

Les difficultés dans les filières fruits et légumes sont légion. Elles sont d'abord d'ordre infrastructurel. On note entre autres le manque d'accès à l'information, aux intrants, aux matériels et équipements. Ces nombreux problèmes et contraintes plombent la production camerounaise en quantité et en qualité pour satisfaire la demande croissante en fruits et légumes. Ce qui nécessite de nouvelles capacités au niveau local. L'offre mondiale étant compétitive et concurrentielle. En clair, il est question de permettre aux petits producteurs, groupes de producteurs de la filière fruits et légumes, de s'arrimer pour bénéficier pour programme FFM, un instrument mis sur pied par l'UE pour améliorer la production en qualité et rendre les produits plus compétitifs à l'international.

L'initiative de l'UE est saluée par Florent Onguéné, président du RHORTICAM: «Fit For Market vient soutenir les différentes stratégies du secteur horticole camerounais. Au quotidien, nous constatons que la richesse de la diversité culturelle, la croissance démographique et la proximité des marchés régionaux sont des atouts pour le DSCE : la lutte contre la pauvreté, l'emploi des jeunes. 95% de la filière horticole continuent d'œuvrer dans l'informel et ceci nécessite une professionnalisation». FFM donne également l'opportunité aux Petites et moyennes entreprises (PME) du domaine, d'entrer dans la modernisation de la production agricole. A travers cet instrument, les jeunes agriculteurs peuvent trouver leur compte et contribuer au recul des crises de vocation et de l'exode rural.

Didier Ndengue
et Alain Biyong (Stagiaire)

JOURNÉE MONDIALE DE L'AFRIQUE
À YAOUNDÉ

Un 25 mai pour des points de vue inversés

Repenser l'avenir du continent autrement, c'est la démarche suggérée au cours d'une conférence organisée dans la capitale camerounaise.



Une vue du panel.

Cabral Libii et Tayou Kamgue, le duo a surpris plus d'un ce 25 mai 2017 au Musée La Blackitude d'Arterial Cameroun à Yaoundé. S'il est vrai que la 54ème Journée mondiale de l'Afrique reposait sur un thème («Tirer pleinement profit du dividende démographique en investissant dans la jeunesse»), les panélistes du jour ont choisi de s'en écarter pour bâtir un argumentaire articulé autour du Panafricanisme, au grand plaisir des organisateurs. Pour virer à l'originalité, ces derniers ont préféré axer les réflexions vers «le Panafricanisme, un outil de développement de l'Afrique».

Pour le juriste Cabral Libii, «le Panafricanisme devrait être une valeur ordonnatrice dans un contexte qui chaque jour l'exige». «Dans le détail, ajoute-t-il, c'est un atout majeur pour impulser la transformation sociale et économique à travers le continent, mais cela va devoir se faire sur de nombreux défis auxquels font face les pays africains». A en croire le jeune universitaire, il est évident que l'Afrique a fait des progrès importants dans divers domaines. «Mais, nuance-t-il, pour assurer la promotion de sa compétitivité économique et sa sécurité, il est désormais impératif de penser africain». Cela suppose, croit-il, un renversement des points de vue calqués sur des idéologies occidentales.

Tayou Kamgue emprunte la même piste. Le promoteur de Radio Cheikh Anta Diop pense que «la mutation de l'imaginaire de l'Africain devrait se produire afin de le continent élève efficacement sa civilisation qu'elle se montre inapte à ordonner face aux flux de la pensée occidentale». Pour lui, l'inversion des points de vue est salutaire, tel le plus efficace des antidotes, en ces dangereux, rétrogrades et obscurs temps d'intolérance.

Jean-René Meva'a Amougou

GASTRONOMIE AFRICAINE

L'urgence de la conservation et de la valorisation

Pour le Cerdotola, «manger africain» reste le seul gage de sécurité alimentaire sur le continent.



Le Centre international de recherche et de documentation sur les traditions et les langues africaines (Cerdotola) a mis du beau monde à table du 24 au 26 mai dernier à Yaoundé. A côté des senteurs dégagées par les cuisines du continent tout entier, il y avait surtout le programme dénommé Alimentation patrimoniale des africains (Alipa). Principale ligne de force: sauvegarder les pratiques gastronomiques locales ainsi que les systèmes culinaires africains qui tendent à disparaître du fait de l'industrialisation agroalimentaire et de la libéralisation des marchés. A en croire le secrétaire exécutif du Cerdotola, «l'on ne se surprend plus en Afrique à réclamer du pain de blé, du jambon, du fromage que nous ne produisons pas», regrette Charles

Binam Bikoi. Rien de pire que le scénario catastrophe: un repas avec des mets qui ne s'accordent pas. Pour éviter le fiasco, le Secrétaire exécutif du Cerdotola a misé tout sur un thème fil rouge: «le joug de la colonisation alimentaire». Ce dernier, constate-t-il pour le déplorer, pousse l'Afrique à dépenser près de «40 milliards de dollar, soit 20 mille milliards de francs CFA pour acquérir des produits alimentaires chaque année que le continent ne produit pas». Si la panique submerge les uns et les autres, c'est qu'on a jeté aux oubliettes le patrimoine gastronomique africain et avec toutes les bonnes choses dont elle est la définition. Une raison indiquée pour la faire rayonner. Selon Jean Marcel Bindzi, un chercheur venu de l'Université

de Ngaoundéré, «la valorisation des pratiques alimentaires localisées peut être un facteur de développement des terroirs. Le «bobolo», pâte cuite de manioc fermenté, aliment traditionnel des populations forestières du Cameroun, est une composante essentielle du patrimoine alimentaire national, en raison de son enracinement dans les pratiques alimentaires des peuples bétés, de sa capacité de conservation et de l'expansion territoriale (nationale et internationale) de son usage». Toutes choses qu'appuie Charles Binam Bikoi. Pour lui, «c'est face à de telles réalités que le Cerdotola a imaginé qu'il ne peut pas avoir une véritable sécurité ou émergence pour les peuples d'Afrique, sans prise en compte de l'aspect de la réalité alimentaire».

Jean-René Meva'a Amougou

Le Cameroun a fait venir des personnalités de divers horizons pour prendre part à un Forum international sur l'Economie numérique. Officiellement, l'objectif général était de « mettre en avant la volonté politique du président de la République et du gouvernement de favoriser résolument le développement de l'économie numérique, pour susciter l'investissement dans ce secteur en vue d'un passage réussi à l'économie numérique au Cameroun ». Un forum suffit-il pour convaincre de la volonté politique d'un chef d'Etat ou d'un gouvernement? Assurément non ! Et cela est davantage vrai dans le cas du Cameroun où un ensemble d'archaïsmes, que l'on doit soit à des choix politiques soit à l'inertie ou à l'absence de clairvoyance des gouvernants, continue de retarder l'essor du secteur. C'est le cas du monopole accordé à Camtel sur le développement et la gestion de l'infrastructure filaire, du retard accusé dans la mise sur pied système de sécurisation du cyberspace camerounais ou encore dans le projet de passage à un nouveau protocole internet (de IPV4 à IPV6) ... Intégration met le doigt sur ces boulets de l'économie numérique.

ECONOMIE NUMÉRIQUE

Ces archaïsmes qui plombent le Cameroun

Monopole sur l'infrastructure filaire, protocole internet désuet, système de sécurisation embryonnaire... Autant de retards à rattraper pour assurer le décollage digital du pays.

I- MONOPOLE SUR LA FIBRE OPTIQUE

La question a fait l'unanimité lors du Forum international sur l'Economie numérique organisé à Yaoundé du 15 au 17 mai dernier : « l'essor de l'économie numérique dépend de la disponibilité et de l'accessibilité de l'internet haut débit (large bande) ». Or pour l'instant, seul 4% de la population a accès à l'internet large bande fixe (au moins 2 Mbits) au Cameroun et on ignore le pourcentage des personnes ayant accès au haut débit mobile. Pour ce qui est du coût, un Mégabit dédié d'internet fixe s'arrache encore en moyenne à 200 000 mille francs CFA par mois. Il est vrai que les coûts ont été pratiquement divisés par 10 par rapport à ce qu'ils étaient il y a quelques années mais ça reste encore « trop cher », estime Jacques Bonjawo, le PDG de Genesis Futuristic Technology. Dans son rapport 2017 sur l'accessibilité d'internet dans le monde, Alliance for Affordable Internet, une coalition mondiale qui milite pour la vulgarisation d'internet, classe le Cameroun au 5e rang des pays où les prix d'internet sont les plus élevés en Afrique.

Le problème, diagnostique l'ancien senior manager chez Microsoft (1997 - 2006), c'est « le manque d'infrastructures ». En 2015, le mauvais classement du pays (126 mondial sur 143) dans l'indice NRI (Network Readiness Index, mesure la capacité -facteurs, politiques, institutions- des Etats à se tenir prêt à utiliser et tirer profit des opportunités qu'offrent les TIC) est dû notamment au faible développement des infrastructures dont la valeur de l'indice est de 1,2 sur une échelle de 1 à 7. Le gouvernement (qui veut porter le pourcentage de la population ayant accès au haut débit fixe à



Minette Libom Li Likeng, le Minpostel a du pain sur la planche.

10% et mobile à 65 d'ici 2020) l'a reconnu dans son plan stratégique « Cameroun numérique 2020 ». « Il est nécessaire de mailer le territoire national en infrastructures large bande, notamment la fibre optique. C'est elle qui permet d'offrir des débits les plus élevés à l'utilisateur final, condition indispensable à la transformation numérique de toute société », peut-on y lire. C'est pourquoi le plan s'est fixé comme premier axe stratégique, de développer l'infrastructure large bande.

Difficultés financières

Afin de « généraliser l'accès large bande pour les citoyens, les entreprises et les ménages », il faudra investir autour de 317 milliards de francs CFA dont 125 milliards pour la pose de la seule fibre optique. Objectif : la faire passer de 8 323 Km en 2016 à 20 000 en 2020 (Camtel a affirmé le 16 mai dernier avoir déjà posé 12 Km de fibre optique). « Je ne suis pas sûre qu'ils y parviennent car Camtel n'a pas d'argent. Toute la fibre optique déployée jusqu'ici a été financée par des prêts garantis par l'Etat », indique sceptique un responsable d'une société

de téléphonie mobile. Ça devrait encore être le cas. Parmi les sources de financement de projet d'extension du backbone national en fibre optique, le gouvernement cible en effet des investissements extérieurs. « Nous nous avons l'argent pour le faire mais ils nous en interdisent », regrette le même responsable. Tous les projets privés de pose de la fibre optique interurbaine ont en effet été stoppés et l'infrastructure rétrocédée à l'opérateur public Camtel.

En fait, le Cameroun a fait le choix de garder le monopole sur le développement et la gestion de l'infrastructure filaire. Pour un bon nombre d'experts, ce choix joue contre le développement de l'économie numérique dans le pays. Russell Southwood estime par exemple que l'option du Cameroun « est un exemple de ce qu'il ne faut pas faire ». Car fait remarquer le directeur général de BalancingAct, une société d'études et de conseil spécialisée dans les télécommunications, « la concurrence entre les fournisseurs d'infrastructures de télécommunications reposant sur la fibre optique dans de nombreuses régions d'Afrique subsaharienne a entraîné la baisse des prix de gros

qui, à son tour, a favorisé la baisse des prix de détails ». La Banque mondiale qui partage le même avis a proposé aux autorités soit de mettre un terme à ce monopole soit de prendre « des règles transparentes et non discriminatoires applicables à l'accès au réseau à large bande passante de Camtel et à la passerelle internationale ». C'est aussi ce que veut Orange Cameroun : « qu'il n'y a pas de modèles fixes. Il y a des principes tels que la transparence, un accès équitable à cette infrastructure qui est essentielle. Maintenant on peut les atteindre avec une société privée tiers qui ne serait pas en concurrence avec les autres. Mais il y a également des mécanismes de régulation qui permettent d'obtenir cela, de mettre une étanchéité entre l'activité de détail et puis cette activité de mise à disposition d'infrastructures. Il appartiendra à l'Etat de choisir le modèle qui lui semble le plus pertinent », indique Elisabeth Medou Bandang.

En réaction, Camtel par la voix de son directeur du marketing et communication accuse la Banque mondiale d'ingérence. Dans une interview accordée à Ticomag.net, un site d'information dédié à l'actualité sur le numérique, Benjamin Gérard Assouzo'o insinue même que le rôle de cette institution est de « permettre à des intérêts étrangers de prendre le contrôle de nos entreprises, mais ensuite rapatrier tous les gains, au lieu de développer nos infrastructures ici ». Un peu comme si ces entreprises ne payeraient pas d'impôts, n'emploieraient que des expatriés et n'investiraient pas localement ou encore que la baisse des prix et l'amélioration de la qualité du service engendrée par les réformes proposées par l'institution de Bretton Woods ne profiteraient pas à l'économie camerounaise.

II-SYSTÈME DE SÉCURISATION DU CYBERESPACE EMBRYONNAIRE

« Nous sommes sur le terrain ça fait un an huit mois avec Monetbil, notre solution de paiement, et la difficulté majeure c'est la crainte que les Camerounais ont de payer en ligne. En effet, quand nous avions développé cette solution, plus de 50% de ceux qui arrivaient sur les sites partenaires abandonnaient les paniers en cours parce qu'ils avaient peur de se faire dérober ». Le problème évoqué par Nguefack Assong Yves Thierry, le Sales Manager de Boorgeon, la startup qui développe l'application Monetbil, est un symptôme d'une maladie beaucoup plus grave dont souffre le Cameroun : « un cadre de confiance dans l'économie numérique non suffisamment adapté », ainsi

Les composantes de l'économie numérique



Suite en page 11

Suite en page 11 que diagnostiqué dans le plan stratégique «Cameroun numérique 2020».

Le système de sécurisation du cyberspace camerounais n'est en effet pas encore assez développé. En matière de certification électronique, le pays ne compte qu'une seule autorité de certification à savoir l'Agence nationale des technologies de l'information et de la communication (Antic) qui est à la fois l'autorité de certification racine (mère) et l'autorité de certification du gouvernement. Le pays envisage d'ailleurs de faire passer le nombre d'autorités de certification secondaires de 0 à 10. Le centre de certification encore appelé centre PKI (Public Key Infrastructure), qui permet de sécuriser les applications du cyberspace camerounais, disponible depuis 2012, n'est pas encore reconnu à l'international. Il nécessite une mise à niveau pour une reconnaissance mutuelle à ce niveau. Seul un projet avec la Banque africaine de développement est en cours dans ce sens.

Résultat: le nombre d'applications sécurisées est de 05 à nos jours : il s'agit notamment du module de paiement électronique dans l'application e-Guce du Guichet unique des opérations du commerce extérieur, de l'application Oscar de la Douala International Terminal, de l'application Coleps (Cameron OnLine e-Procurement System) du ministère des Marchés publics qui vise la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics au Cameroun. Les banques, filiales d'entreprises multinationales sécurisent leurs données grâce aux PKI mises à disposition par leur maison mère (Ecobank, SCB, SGB, Standard...). La Banque des Etats de l'Afrique centrale dispose également de sa propre PKI. Et l'Antic est toujours en pourparlers avec l'Association professionnelle des établissements de crédit du Cameroun (Apeccam) pour sécuriser les applications qu'utilisent ses membres.

Le Cameroun manque par ailleurs de centre de veille sécuritaire (CIRT, Computer Incident Response Team). Seule l'Antic dispose d'une division d'audit de sécurité des systèmes d'information dont le rôle est de tester les systèmes des organismes afin d'y détecter les failles et les vulnérabilités. Le gouvernement a en projet de renforcer son opérationnalisation et porter le nombre de CIRT par secteur d'activités (banque, industrie, éducation, santé, défense) de 0 à 5.

III-PROTOCOLE INTERNET DÉSUEU

Ce déficit de sécurité est aussi dû au protocole d'internet utilisé aujourd'hui au Cameroun. «Le protocole internet utilisé en ce moment est le protocole IPV 4. IPV4 en termes de sécurité a un petit problème. IPV4 c'est 4 milliards d'adresses pour 7 milliards d'individus sur la planète. Quand vous faites le calcul vous comprenez que chaque individu ne peut avoir qu'une adresse IP. Or on a besoin d'une adresse IP pour se connecter. A moi seul j'ai mon ordinateur, mon modem, mon téléphone... Donc, j'utilise plusieurs adresses IP. Alors ce qui est fait actuellement, c'est qu'on utilise le Net Work Address Translation pour pouvoir multiplier les possibilités d'utiliser des adresses IP. Et ça rend plus fastidieux la recherche d'un cybercriminel parce qu'on ne peut pas donner une adresse à une personne. Donc, la migration vers IPV6 va nous permettre de mitiger davantage le phénomène de la cybercriminalité au Cameroun», explique Aline Ngono Assako, le directeur des affaires juridiques à l'Antic.

Outre les problèmes de sécurité, le protocole IPV4 est aussi un frein pour l'expansion des activités. «Il n'y a plus assez de blocs d'adresse IPV4. C'est pourquoi nous en donnons très peu car nous n'en avons plus assez. Donc s'il y a une explosion de l'économie numérique on risque ne pas avoir assez de ressources IPV4 pour servir tout le monde», s'inquiète-t-on chez un opérateur de téléphonie mobile. Et d'ajouter: «Cela empêche le développement de l'internet des objets. Il y a un projet de tramway à Douala, ils vont mettre 20 stations. Chaque station a minimum 45 adresses IP parce qu'il y a beaucoup de capteurs. Donc, ils ont besoin d'un bloc d'adressage IP de 3000 adresses. Il faut en outre les blocs de fréquences. Parce que internet des objets c'est vraiment internet tout le temps. Est-ce que c'est les hautes ou les basses fréquences ? Il faut définir tout ça. Il faut réglementer ces réseaux-là».

«L'Afrique a déjà donné les ressources au Cameroun, maintenant il faut que l'Etat dise comment nous allons migrer de IPV4 à IPV6 un peu comme avec la TNT (en termes de gestion du projet, de ressources, de réglementation)», explique une source proche du dossier. «Il faut qu'on se mette autour de la table pour que tout le monde s'accorde et on démarre. L'année dernière l'Antic a organisé un séminaire sur la question à Douala. Depuis, on n'a plus eu de nouvelles», ajoute-t-elle.

Aboudi Ottou

FORUM SUR L'ECONOMIE NUMERIQUE

Les startups sur la touche

Leurs promoteurs n'ont pas été associés aux réflexions menées du 15 au 17 mai à Yaoundé pour dynamiser le secteur.

Des bêtes de foire... c'est ce à quoi ont servi les startups lors du Forum international sur l'économie numérique organisé du 15 au 17 mai dernier à Yaoundé. Invitées tous frais payés par le ministère des Postes et Télécommunications (Minpostel), elles ont été confinées au «Village des startups» du «Salon numérique» qui s'est tenu en marge du forum. Un peu comme s'ils étaient inaptes à la réflexion, les promoteurs de ces jeunes entreprises se sont rongés les ongles après la visite des stands par les officiels alors que dans les ateliers les autres décidaient de l'avenir de l'économie numérique au Cameroun. «C'est frustrant» n'ont-ils eu de cesse de marmonner. «Seuls quelques stratopieurs camerounais (Athur Zang et Nino), qui ont réussi, ont été conviés aux travaux en atelier. Pourtant, l'expérience de ceux qui ont échoué peut-être très enrichissante», indique assis dans son stand Aurélien Kengni, manager de Bogle Sarl, une startup qui développe les technologies attenantes au domaine de la gestion. Normal. Car selon le Minpostel, Minette Libon Li Likeng, les ateliers ont en effet été conçus pour être «l'occasion d'échanges entre experts internationaux et opérateurs locaux sur les expériences de réussite au niveau international dans le domaine».

La composition du panel du 4e atelier qui traitait des «stratégies de mise en œuvre des startups» est d'ailleurs illustrative de cette mise à l'écart. On y avait en effet comme modérateur Philippe La-



Les startuiseurs en pleine démonstration.

pointe (directeur du développement des affaires chez Entourage Télévision, Canada) ; comme rapporteur Roland Kwe-main (chairman Go Ahead Africa LTD, Cameroun) et comme experts : Alaya Bettaieb (directeur chez Incubator for Esprit, Tunisie) ; Alain Lavoie (président d'Irosoft, Canada) ; Glenn O'Farrell (PDG de Groupe Média TFO, Canada) ; Arthur Zang (PDG Himore Medical Equipments, Cameroun) ; Thierry Zomahoun (PDG AIMS, Bénin) ; Armand Claude Abanda (représentant résident IAI, Cameroun) ; Eileen Brewer (directrice Symantec, Etat-Unis). A l'exception dans une certaine mesure d'Arthur Zang, aucun de ces jeunes gens à la tête d'une entreprise en

construction, en phase plus ou moins longue de développement d'un produit, de test d'une idée, de validation d'une technologie ou d'un modèle économique... n'étaient présent dans cet atelier qui les concernait pourtant au premier chef.

«Les ateliers étaient ouverts», se défend un membre du comité d'organisation qui oublie cependant de mentionner que cela était possible dans la limite du peu de places disponibles. Du coup, la première doléance de Tedd Ray Bitsegui, le CEO de Loumad-Invest, startup spécialisée dans la 3D, est l'association des startuiseurs à la prise de décision: «Nous souhaitons être véritablement associés à la réflexion. Parce qu'on se rend compte que le

startuiseur est toujours mis en retrait. Il est juste là comme un paravent», déplore ce dernier sous le regard approbateur de son associé. Clémenceau Bieme regrette d'ailleurs qu'ils aient été contactés samedi pour prendre part à un événement qui commençait lundi.

L'événement a également été vendu comme un lieu de «négociations entre porteurs de projets nationaux et investisseurs internationaux, sous forme de session "B to B"». Ce qui a séduit R. Mbogning, de Kom Sition, promoteur de la solution Kakocase qui permet de créer un site internet de e-commerce en moins de 5 minutes et à partir de 24 900 francs CFA. Ici encore satisfaction mitigée: «Il était censé avoir des rencontres B to B mais ça plutôt été des rencontres entre startuiseurs et experts. C'était des gens qui certes faisant partie des entreprises mais pas au nom des rencontres entre entreprises et entreprises mais davantage d'experts à startuiseurs. Nous n'avons pas tiré grand-chose de ces rencontres, peut-être des contacts, quelques conseils, parce que même en termes de conseils, ce n'était pas vraiment ça. C'est beaucoup plus des gens qui nous ont écoutés et ont apprécié nos projets en termes de c'est bon, ce n'est pas bon ou ça peut marcher, ça ne peut pas marcher». A la cérémonie de clôtures du forum, il y a certes eu la signature d'accords-cadres. Mais ceci a davantage été l'affaire des institutions publiques (Minsup, Campost, Camtel...).

AO

TIC-NUMÉRIQUE

Un réseau de professionnels en activité

Il a vu le jour le 11 mai dernier à la suite d'une assemblée constitutive.

Réseau des professionnels du secteur des télécommunications, des technologies de l'information et de la Communication et du numérique au Cameroun (Reptic.cm), c'est le nom de cette association née à l'initiative Pierre-François Kamanou, promoteur et directeur général de GTS-Infotel. Elle a vu le jour à la suite d'une assemblée constitutive des professionnels camerounais des TIC et du numérique réunis à Yaoundé le 11 mai 2017. Ceci après deux rencontres préparatoires et de sensibilisation des acteurs du secteur tenues à Douala.

«C'est fort du constat de retard dans le développement de l'économie numérique au Cameroun d'une part, et c'est conscient du rôle joué par les acteurs privés du secteur des TIC et du Numérique partout ailleurs dans le monde, que nous avons pris l'initiative de créer l'association Reptic.cm, afin de contribuer efficacement à la promotion des TIC et au développement inclusif



Les premiers membres du Reptic.cm.

de l'économie numérique au Cameroun», explique le président élu du Reptic.cm, qui invite par ailleurs tous les acteurs des TIC et du Numérique à rejoindre le mouvement afin de relever ensemble le défi de la transformation numérique du Cameroun. A l'issue de l'assemblée générale constitutive, le bureau exécutif du Reptic.cm a été mis en place. Ses membres sont les suivants :

président, Pierre-François Kamanou (représentant de GTS-Infotel) ; vice-présidents, Elias Sobotamoh (représentant de AdMeUp Digital Academy), Jean-Gallot Jitsa (représentant de ADSnet) et Joseph Mbock (représentant de Creolink) ; secrétaire général, Antoine Anatole NkoloBiyidi (représentant d'Agis) ; secrétaire général adjoint, Beaugas-OrainDjoyum (re-

présentant de ICT Media Strategies), trésorier, Delphine Mekounte Ep. Nana (Représentant de Cefeprod), conseillers techniques, Antoine Logmo (représentant de Brentsys), Guy Wandji (Représentant de Orafric), Joseph KamgueTakougang (Représentant de Iplans) et Thierry Koutan (représentant de Infogenie).

Bobo Ousmanou

Petites astuces

ASTUCE SANTÉ

Comment se débarrasser des vergetures naturellement et rapidement ?

Les vergetures sont des lignes blanches ou violettes très disgracieuses. Elles sont en général associées à une prise de poids importante, une grossesse, une croissance musculaire rapide, des poussées de croissance post-puberté et d'autres transformations rapides. Les vergetures font leur apparition lorsque la peau subit une extension dépassant les limites de son élasticité. La peau craque et les fibres profondes de son collagène se brisent. Les vergetures sont donc une déchirure. Bien que notre peau soit élastique et adaptable à de nombreux changements, les vergetures sont inévitables pour beaucoup et surtout pour les femmes. Il est d'ailleurs tout à fait normal d'en avoir surtout quand on est enceinte. Oui ! Croyez-le ou non, certains des moyens les plus efficaces pour se débarrasser des vergetures sont des remèdes qui utilisent les ingrédients les plus simples. Parmi lesquels :

- L'aloë et vera
- Le blanc d'œuf
- Les pommes de terre
- L'huile d'olive
- Le beurre de cacao

Comment s'y prendre ?

➤ L'aloë et vera

L'Aloe Vera répare les dégâts de la peau et par conséquent, elle est très utile dans le traitement des vergetures. Vous pouvez utiliser quotidiennement le gel d'aloë vera pour masser la zone affectée. Au lieu d'utiliser des crèmes artificielles, massez-vous avec du gel d'aloë vera. Il fournira les vitamines et les nutriments les plus bénéfiques pour la peau.

➤ Les blancs d'œufs

Les blancs d'œufs contiennent des acides aminés et des protéines excellents pour guérir la peau, lui redonner un aspect lisse et jeune. Vous pouvez les utiliser comme un masque, les laisser quelques minutes pour sécher puis lavez votre peau à l'eau tiède.

➤ Les pommes de terre

L'application du jus de pomme de terre sur la peau peut restaurer les cellules endommagées de celle-ci. Prenez des pommes de terre moyennes et coupez-les en morceaux. Chacun de ces morceaux doit contenir suffisamment de jus pour pouvoir frotter votre peau

avec.

➤ L'huile d'olive

Après chaque bain, vous pouvez appliquer l'huile d'olive sur votre peau pour la garder élastique et hydratée. Cette huile permet de réduire efficacement les vergetures et protège la peau. La vitamine E et tous les antioxydants contenus dans l'huile d'olive sont importants pour avoir une peau bien hydratée.

➤ Le beurre de cacao

Le beurre de cacao est un hydratant étonnant. Il est en fait riche en nutriments et en acides gras, des composants parfaits pour les peaux sèches et abîmées. Pour obtenir les meilleurs résultats, vous devez être persévérant et appliquer le beurre de cacao, 2 fois par jour pendant quelques mois.

Il est important de toujours prendre soin de sa peau. Pour la garder saine et éclatante, il faut toujours rester hydraté. En effet, boire beaucoup d'eau purifie la peau, la garde élastique et la fait briller de l'intérieur.

Audrey Bella

Offre d'emploi

PRESALES JUNIOR
Orange Cameroun

Ville: Douala

Localisation du poste: Cameroon

Type de contrat: CDI

Secteur d'activité : services de télécommunication

Profil du candidat

Niveau professionnel: BAC +2,

en Informatique ou Télécoms

expérimenté (non-manager)

Expérience minimum : deux

ans à un poste de technico-

commercial de solutions

informatiques.

Pour plus d'information allez

sur le site : jobs.jumia.com

Chef de bureau des

exportations

Safacam

Ville: Dizangué

Localisation du poste: Cameroon

Type de contrat: CDI

Secteur d'activité : Agro-

industriel

Profil du candidat

Niveau professionnel:

Formation : être titulaire

d'un Bac + 2 en Commerce

International, Douanes,

Transit ou Diplôme

équivalent.

Expérience minimum: Etre

titulaire d'un permis de

conduire catégorie A ; être

âgés de 20- 45

m au plus tard le 31 mai

2017.

Hôtesse pour promotion de

produits

AZ distribution

Ville: Yaoundé

Localisation du poste: Cameroon

Secteur d'activité :

agroalimentaire (Santa Lucia)

Composition du dossier :

Une Demande manuscrite ; un

curriculum vitae; Photocopie de

votre CNI; votre plan de

localisation du domicile; Photo

entière à la direction de AZ

distribution sis a bastos face

commissariat 10e .Contacts :

677843179 - 697809093

Coursiers (h/f)

Shlife Services sas

Ville: Douala

Localisation du poste: Cameroon

Profil du candidat

Niveau professionnel: minimum

bepc /cap

Expérience minimum:

minimum 2ans d'expériences

professionnelles dans le domaine

Constitution du dossier :

Avoir un permis de conduire

catégorie A obligatoire une

Facture moto et la CNI du

propriétaire (original et

Offre de stage

Stagiaires pour vente produits

Nexttel

Poolaa Entreprise

L'agence Poolaa Entreprise

recrute des stagiaires âgés d'au

moins 18 ans qui seront formés

et alloués pour la promotion des

offres Nexttel.

Constitution du dossier :

Une demande adressée au DG de

Poolaa Entreprise ; un curriculum

vitae ; un plan de localisation ;

une photocopie de votre carte

d'identité nationale.

Envoyer vos dossiers à l'adresse

mail :

poolaaentreprise@gmail.com

ou déposer au siège à l'ancien

royal fm sis à côte de l'hôtel

grand moulin Elig-Essono à

Yaoundé.

Stagiaire en marketing et

commercial

Will business

Le cabinet Wil business

consulting group basée à Douala

offre des stages dans les

domaines du Marketing et de la

communication.

Profil :

• Etre un(e) jeune dynamique et

motivé à faire connaissance du

monde professionnel.

• Niveau 2(3) dans les domaines

du marketing, du commerce ou

de communication

• Maîtrise de l'outil Informatique

Envoyez votre CV et Lettre de

motivation à l'adresse suivante:

nouyadjamwiily@yahoo.fr

ANNONCE LEGALE

SOCIETE « SYFE » SARL

SARL Pluripersonnelle au capital de F CFA 900.000.
Siège Social BP : 13069 Yaoundé RCCM n° : RC/YEA/2017/B/1071

CONSTITUTION

Par actes sous seing-privé réalisés et dûment enregistrés le 21 avril 2017, il a été constitué la société sus-dénommée aux caractéristiques ci-dessus.

Durée : 99 ans

Objet :

Les Etudes-le Conseil Financier, Economique, juridique et fiscale-les Investissement-les Prestations de services-le Commerce général.

Gérant : monsieur FOUA EKOBEA Simon Yannick

Dépôt légal : Greffe du TPI de Yaoundé EKOUNOU

Pour avis et mention,
Le Gérant

Cahier du leadership

En quoi le leader est-il différent ?



Le travail du leader est d'inspirer et de motiver.

Peut-être il y avait une époque où on pouvait séparer le nom du manager de celui du leader. Le travail d'un contremaître dans une usine de l'ère industrielle consistait à suivre les ordres, organiser le travail, affecter les bonnes personnes aux tâches nécessaires, coordonner les résultats, et d'assurer que le travail est achevé comme prévu. L'accent était mis sur l'efficacité.

Mais dans la nouvelle économie, où la valeur vient de plus en plus de la connaissance des personnes, et où les travailleurs ne sont plus des rouages indifférenciés dans une machine industrielle, le management et le leadership ne sont pas facilement séparés. Les gens veulent que leurs managers, non seulement pour leur attribuer une tâche, mais de définir pour eux un but. Et les managers doivent organiser les travailleurs, non seulement pour maximiser l'efficacité, mais pour cultiver les compétences, développer les talents et d'inspirer les résultats.

Le travail du manager est de planifier, d'organiser et de coordonner. Le travail du leader est d'inspirer et de motiver. Dans son livre de 1989 "On Becoming a Leader" Warren Bennis, universitaire et auteur américain expert en leadership, a composé une liste des différences entre un leader et un manager :

- Le manager administre; le leader innove.
- Le manager est une copie; le leader est un original.
- Le manager maintient; le leader développe.
- Le manager se concentre sur les systèmes et la structure; le leader se concentre sur les gens.
- Le manager repose sur le contrôle; le leader inspire la confiance.
- Le manager a une vue à courte terme; le leader a une perspective à long terme.
- Le manager demande comment et quand; le leader demande quoi et pourquoi.
- Le manager garde un œil fixé sur les résultats; le leader garde un œil fixé sur l'horizon.
- Le manager imite; le leader crée.
- Le manager accepte le statu quo; le leader le défie.
- Le manager est l'image classique du bon soldat; le leader est sa propre personne.
- Le manager fait les choses comme il faut; le leader fait les choses qu'il faut.

Peter Ngu Tayong
Motivational speaker
International Career advisor
Leadership, Human Capital and Change
management specialist
Harvard University/ Jack Welch Executive MBA
tayongngu@yahoo.com
695 53 96 91/ 671 31 12 53